



La CGT de France Télévisions reçue par Delphine Ernotte

A sa demande, la CGT a été reçue le 27 août par la Présidente de France Télévisions suite à sa désignation pour un second mandat à la tête de l'entreprise. L'occasion pour notre organisation syndicale d'aborder les problèmes en cours et les enjeux de la période à venir.

Delphine Ernotte était accompagnée d'Arnaud Lesaunier, DRH de FTV.

Présent-e-s pour la CGT, 4 délégués syndicaux centraux :

Pierre Mouchel, secrétaire général du SNRT CGT, Rafaèle Bourgier, secrétaire générale adjointe du SNRT CGT, Catherine Le Pelletier, UCSA CGT, Danilo Comodi, secrétaire général adjoint du SNJ CGT FTV.

Finances

Delphine Ernotte est favorable au maintien de la trajectoire financière 2019-2022, mais elle voudrait obtenir de l'État une répartition différente plus équitable de la baisse de dotation entre les années 2021 et 2022 afin de passer le cap de la crise sanitaire dont personne ne connaît le terme.

Le plan d'économies est donc toujours d'actualité avec le même objectif final de moins 160M€ en 2022 par rapport au budget 2018. Soit un cumul sur la période qui pourrait s'avérer un peu moins élevé que prévu mais avec des surcoûts liés à la crise Covid qu'il faudra aussi assumer.

Stratégie

La Présidente estime que le projet présenté devant les sages du CSA est dans la continuité des actions déjà engagées jusqu'en 2022. Mais de nouvelles idées devraient se transformer en projet. Ainsi celle de s'inspirer du fil de Franceinfo pour que la plateforme de contenus France.tv soit aussi un lieu d'échanges et de conversations, pour devenir un média social, une sorte de média mixte plateforme-réseau social.

France Média+ plutôt que holding ?

Questionnée sur le projet France Média+ évoqué lors de son audition au CSA, Mme Ernotte explique qu'il s'agit de « faire une holding par la preuve », c'est à dire sur la base de projets communs aux sociétés de l'audiovisuel public.

Si cette proposition recueillait un accueil favorable de ses homologues des autres sociétés de l'audiovisuel public, l'un des premiers chantiers pourrait être de travailler à la cohérence des marques de l'audiovisuel public et de faire une plateforme de contenus communs sur le modèle de Franceinfo.

Régionalisation de France 3 : manque de structuration

Sur les projets en cours, la CGT a demandé à y voir plus clair sur la **régionalisation de France 3**. Car si l'objectif de 13 chaînes régionales a bien été annoncé, le projet manque de structuration : Quelle méthode pour y parvenir ? Quelles organisations du travail ? Quelle structure d'emplois ? Quelles évolutions de métiers ? La Présidente a reconnu la nécessité de structurer le projet et indiqué que l'ambition était d'amplifier la fabrication de contenus par nos équipes internes.

Vives inquiétudes dans les Outre-mer

La CGT a relayé la détresse des salariés du site de Malakoff qui viennent de subir l'arrêt de France Ô après une lamentable période d'incertitude. Nous avons demandé qu'un projet pour le site soit élaboré au plus vite.

La CGT a également insisté sur le besoin d'un projet pour l'Outre-mer plus clair et plus ambitieux, notamment en termes de moyens dédiés au nouveau portail.

Enfin, nous avons demandé que le pacte de visibilité des Outre-mer fasse l'objet d'une présentation lors du prochain CSE Central afin d'objectiver les choses, d'en mesurer l'intérêt et les marges de progression.

France 4 sur la sellette

France 4, devenue la chaîne éducative et ludique, obtient un sursis. Pour la CGT, la période doit être mise à profit pour faire la preuve de la nécessité et obtenir ainsi la garantie de son maintien définitif dans le bouquet du service public.

Sortir d'une information en mode dégradé

Enfin, **côté information**, la direction a affirmé que les sujets communs sur les éditions de France 2 et France 3 n'avaient pas vocation à perdurer au-delà de la crise sanitaire. On peut en douter après six mois de fonctionnement en « mode dégradé » où les mutualisations et les synergies semblent être devenues la règle. Elle a de nouveau assuré que les éditions nationales de France 3 ne sont pas menacées.

La Présidente a aussi indiqué souhaiter une montée en puissance de l'information régionale dans les mois et les années qui viennent.

Social

Malaise à la Fabrique

La CGT a fait état du sentiment général de dépression à La Fabrique après la réorganisation, à la vidéo mobile, dans les équipes fiction ou en post production.

De nombreux salariés souhaitent quitter ce secteur ce qui serait un gâchis considérable. Il faut là aussi y remédier en redonnant aux salariés des perspectives d'activité, de conditions de travail et de qualité du travail dignes de ce nom, un véritable respect pour leurs métiers.

Télétravail : replacer la Qualité de vie au centre

Alors que l'accord QVT, mal connu et assez mal appliqué dans l'entreprise avant la crise sanitaire, a permis de répondre à la situation actuelle, la CGT s'interroge sur l'empressement à démarrer la négociation d'un accord télétravail dès le 3 septembre comme si cet accord QVT n'existait pas et alors que les résultats de l'enquête santé incluant

un volet sur le télétravail ne sont pas encore restitués.

La direction dit vouloir s'inscrire dans un temps long dans cette négociation qui sera pilotée par le directeur de la qualité de vie au travail.

D'où la nécessité de proroger l'accord QVT existant. Cela permettra de prendre le temps de la discussion pour bien calibrer l'évolution du dispositif actuel en y incluant les travaux des ateliers QVT, en particulier ceux sur la déconnexion du travail et les outils numériques.

Avenir du Ci ORTF et du CIRAP

Enfin, la CGT a fait part de sa préoccupation par rapport à l'avenir du CI-ORTF et du CIRAP (la restauration parisienne).

Il y a urgence à ce que les employeurs de l'audiovisuel public se mettent rapidement d'accord pour stabiliser la présidence du CI-ORTF et que les accords interentreprises nécessaires au fonctionnement du nouveau CI soient négociés sans tarder.

La direction a dit qu'elle devrait trouver une solution courant septembre pour la présidence du CI-ORTF.

Restaurer le dialogue social à FTV

La CGT pense qu'il faut restaurer le dialogue social à France Télévisions. La réforme de 2018, avec la fusion des instances en CSE, a considérablement affaibli la qualité des échanges. L'épuisement des élus et représentants syndicaux est une réalité et il faut y remédier, en commençant par les écouter sur le sujet.

La direction porte une lourde part de responsabilité dans la façon dont le dialogue social « en mode dégradé » a pu s'exercer ces derniers mois dans l'entreprise.

La CGT conteste et propose

Au terme de cette heure d'échange pendant laquelle il est difficile d'être exhaustif, la CGT a réaffirmé ses engagements en tant que force de contestation et de proposition. Elle s'inscrira dans un dialogue constructif mais sans oublier son esprit de contestation et sa combativité dans l'intérêt des salariés à chaque fois que cela sera nécessaire dans la nouvelle période qui s'ouvre.

Paris, le 28 août 2020